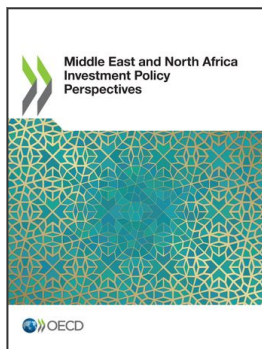


Abréviations et acronymes

AII	Accord d'investissement international
ALC	Amérique latine et Caraïbes
AMDIE	Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (Maroc)
ANDI	Agence Nationale de Développement de l'Investissement (Algérie)
AP	Autorité palestinienne
API	Agence de promotion de l'investissement
ASEAN	Association des nations d'Asie du Sud-Est
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CRE	Conduite responsable des entreprises
CVM	Chaînes de valeur mondiales
ECL	Exigence de contenu local
EMN	Entreprise multinationale
F&A	Fusions et acquisitions
FIPA	Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (Tunisie)
FMI	Fonds monétaire international
GAFI	Autorité générale pour l'Investissement et les zones franches (Égypte)
IDAL	Autorité de Développement des Investissements au Liban
IDE	Investissement direct étranger
IS	Impôt sur les sociétés
JIC	Commission jordanienne des Investissements

MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
PCN	Point de contact national
PIB	Produit intérieur brut
PIB	Commission de la Privatisation et de l'Investissement (Libye)
PIPA	Agence Palestinienne de Promotion de l'Investissement
PME	Petites et moyennes entreprises
PPA	Partenariat public-privé
RDIE	Règlement des différends entre investisseurs et États
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
SSEI	Initiative des Bourses durables
TBI	Traité bilatéral d'investissement
TIA	Autorité Tunisienne de l'Investissement
TIC	Technologies de l'information et des communications
ZES	Zone économique spéciale



Extrait de :
Middle East and North Africa Investment Policy Perspectives

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/6d84ee94-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Abréviations et acronymes », dans *Middle East and North Africa Investment Policy Perspectives*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/783d95f0-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.